

Commune de ANDON

MARCHÉ PUBLIC
MARCHÉ DE MAÎTRISE D'ŒUVRE

Maîtrise d'œuvre relative à
l'opération de restauration du
lavoir de l'hôtel des voyageurs, de
création d'un espace buvette et
de place de stationnement à
Thorenc.

**Cahier des clauses administratives
particulières (CCAP)**












Consultation n°

2024/05/lavoir/01





SOMMAIRE

1. DÉFINITIONS	3
2. OBJET DU CONTRAT	3
2.1. Description des prestations	3
2.2. Intervenants	4
3. STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT	4
4. DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS D'EXÉCUTION.....	5
5. PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT.....	6
5.1. Prix du contrat	6
5.2. Conditions de paiement	10
6. RÉALISATION DES PRESTATIONS	13
6.1. Conditions de réalisation des prestations.....	13
6.2. Vérification des prestations	14
6.3. Développement durable	14
6.4. Autres stipulations	15
7. OBLIGATIONS DU TITULAIRE	15
8. LITIGE ET SANCTIONS	19
8.1. Pénalités.....	19
8.2. Autres stipulations	19
9. FIN DU CONTRAT	20
ANNEXE - OBLIGATIONS LIÉES À LA SÉCURITÉ.....	22
ANNEXE - CHARTE RELATIVE AUX PRINCIPES DE LAÏCITÉ DE NEUTRALITÉ ET D'ÉGALITÉ.....	27
ANNEXE - ÉLÉMENTS DE MISSION DE MAÎTRISE D'ŒUVRE	30

ÉLÉMENTS CLÉS DU CONTRAT

	Objet du contrat	Maîtrise d'œuvre relative à l'opération de restauration du lavoir de l'hôtel des voyageurs, de création d'un espace buvette et de places de stationnement de Thorenc
	Acheteur	Commune d'ANDON
	Type de contrat	Marché ordinaire de services
	Allotissement	-
	Lieu d'exécution	Référence cadastrale : A 574
	Délai d'exécution	Voir article E de l'Acte d'engagement
	Reconduction	Non
	Développement durable	Clause environnementale
	Pénalités de retard	25€ par jour de retard
	Variation des prix	Révisables
	Nature des prix	Prix forfaitaires

1. DÉFINITIONS

 Contrat	Le contrat est un Le contrat fait référence au CCAG Maîtrise d'œuvre du 30 mars 2021 . Le terme contrat désigne également le présent document, ses annexes et les autres pièces constitutives du marché.
 Acheteur	L' acheteur désigné dans le contrat agit en tant que pouvoir adjudicateur. Il est le donneur d'ordre du contrat pour le compte duquel le contrat est exécuté et le maître d'ouvrage.
 Titulaire	Le titulaire désigné dans le contrat est l'opérateur économique qui conclut le contrat avec l'acheteur. En cas d'attribution à un groupement d'opérateurs économiques, le titulaire désigne le groupement représenté par son mandataire.
 Prestation	La prestation est l'ensemble des tâches prévues au contrat qui incombent au titulaire et rémunérées par l'acheteur. Le terme prestation vise également une partie du contrat soumise à des règles spécifiques.

2. OBJET DU CONTRAT

2.1. Description des prestations

■ Objet de la prestation

Le contrat porte sur les prestations suivantes : Maîtrise d'œuvre relative à l'opération de restauration du lavoir de l'hôtel des voyageurs, de création d'un espace buvette et de places de stationnement de Thorenc à ANDON ;

L'édifice se situe Avenue Belvédère à Thorenc.

■ Lieu d'exécution

Le lieu d'exécution des prestations est **Référence cadastrale : A 574**.

■ Eléments de mission

Le présent contrat est soumis au livre IV du Code de la commande publique (partie réglementaire et partie législative) relatif aux dispositions propres aux marchés publics liés à la maîtrise d'ouvrage publique et à la maîtrise d'œuvre.

Le contenu de chaque élément de mission est celui qui figure aux articles R.2431-1 à R.2431-37 du Code de la commande publique et précisé dans l'annexe du présent contrat.

Le présent contrat a pour objet de confier au maître d'œuvre une mission dont les éléments constitutifs sont définis ci-après.

■ Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG Maîtrise d'œuvre, le contrat est constitué des documents énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- l'Acte d'Engagement (AE) et ses annexes financières éventuelles ;
- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- le programme ;
- le CCAG Maîtrise d'œuvre (arrêté du 30 mars 2021) dans sa version en vigueur au lancement de la consultation ;
- Le CCTG (Cahier des Clauses Techniques Générales) applicable aux marchés publics de travaux :
 - annexe n°1 : travaux de bâtiment ;
- le Cadre du Mémoire Technique (CMT) transmis dans le DCE et complété par le titulaire ;
- les actes d'exécution et modificatifs contractualisés en phase d'exécution ;
- les éléments de Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) de l'offre financière du maître d'œuvre ;
- les ordres de services ;
- l'attestation de visite.

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix. Ils sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres. Ce mois est appelé « Mois zéro » (Mo).

Pour ce qui est des pièces générales, elles ne sont pas jointes au dossier, le titulaire étant censé les connaître.

■ **Pièces non contractuelles**

Le contrat est constitué des documents non contractuels suivants :
- le RC.

2.2. Intervenants

Les prestations sont réalisées pour l'acheteur **Commune de ANDON** représenté par Monsieur le Maire qui assure **la maîtrise d'ouvrage**.

Adresse et coordonnées :

Commune de ANDON
Mairie
23, Place Victorin Bonhomme
06750 ANDON
Téléphone : 04 93 60 45 40

Le nom de la personne référente à contacter à la commune sera communiqué à la notification du marché.

■ **Conduite d'opération**

La conduite d'opération est assurée par la maîtrise d'ouvrage et par l'Agence 06 en tant qu'assistant à maîtrise d'ouvrage.

■ **Contrôle technique**

Le contrôleur technique n'est pas désigné.

Les remarques formulées au cours du chantier par le contrôleur technique doivent être observées et ne peuvent faire l'objet d'une majoration des coûts.

■ **Coordination Sécurité Protection de la santé**

Une Coordination en matière de sécurité et de santé est organisée, aux fins de prévenir les risques résultants des interventions simultanées ou successives des entreprises et de prévoir, lorsqu'elle s'impose, l'utilisation des moyens communs tels que les infrastructures, les moyens logistiques et les protections collectives.

Cette mission est confiée à un coordonnateur en cours de désignation si nécessaire.

■ **Mission OPC**

La mission d'OPC (Ordonnancement, Pilotage, Coordination) est confiée au titulaire.

■ **Représentation des parties**

Dès la notification du contrat, l'acheteur désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution.

Le titulaire désigne dès le début du contrat les noms et coordonnées professionnelles d'une ou plusieurs personnes chargées de le représenter pour l'exécution des prestations. En cas d'empêchement ou de remplacement de ces représentants en cours d'exécution du contrat, le titulaire en avise sans délai l'acheteur et lui indique les noms et coordonnées professionnelles d'un nouveau représentant. Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre les décisions nécessaires engageant le titulaire.

3. STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT

■ **Décomposition de la prestation et forme du contrat**

Les prestations sont décomposées en **8 éléments de mission** comme suit :

- Élément de mission n°1 – Diagnostic (DIA)
- Élément de mission n°2 - Avant-projet (AVP : APS / APD)
- Élément de mission n°3 - Etudes de projet (PRO)
- Élément de mission n°4 - Assistance pour la passation des marchés de travaux (AMT/ACT)
- Élément de mission n°5 - Examen de conformité-visa (VISA)
- Élément de mission n°6 - Direction de l'exécution du contrat de travaux (DET)

- Élément de mission n°7 - Assistance lors des opérations de réception (AOR)
- Élément de mission n°8 - Ordonnancement, pilotage et coordination de chantier (OPC)

Éléments de mission complémentaire

- Le titulaire du marché devra établir en phase conception du projet, à titre d'élément complémentaire des études, un cadre de décomposition du prix global et forfaitaire (D.P.G.F.) de l'estimation des travaux. Au stade de l'A.V.P. décomposition du coût prévisionnel des travaux ; et au stade du dossier de consultation des entreprises (partie de l'élément A.M.T), établissement d'un cadre type de D.P.G.F. décomposé en lots selon la trame et la numérotation des articles du C.C.T.P. « travaux » et renseigné des quantités prévues par le maître d'œuvre.

Rappel du contenu de l'élément de mission A.M.T. conformément aux dispositions de l'annexe II de l'arrêté du 21 décembre 1993 relatif aux modalités techniques d'exécution des éléments de mission de maîtrise d'œuvre. L'assistance apportée au maître de l'ouvrage pour la passation du ou des contrats de travaux comprend notamment :

- L'analyse des candidatures reçues, avec vérification de leur recevabilité au regard des dispositions légales et réglementaires et vérification de la conformité des capacités techniques et financières des candidats avec l'objet du marché ;
- L'analyse des offres des entreprises dont la candidature aura été validée avec notamment :
 - La vérification de leur conformité aux documents de la consultation ;
 - L'analyse des méthodes ou solutions techniques et en vérifiant qu'elles ne comportent pas d'omissions, d'erreurs ou de contradictions normalement décelables par un homme de l'art.
- L'établissement d'un rapport d'analyse comprenant notamment :
 - L'attribution de notes chiffrées pour chaque critère et sous-critère annoncé dans le règlement de la consultation ;
 - La comparaison des offres entre elles ainsi qu'avec l'estimation de la maîtrise d'œuvre, et en cas de différences importantes avec cette estimation, en plus-value comme en moins-value, des explications motivées justifiant de la cohérence ou de l'irrégularité éventuelle des offres devront être fournies ;
 - Une phase de négociation si la procédure choisie pour les marchés de travaux est une procédure adaptée ;
 - Un classement des offres susceptibles d'être retenues.
- La préparation notamment de mises au point, éventuellement nécessaires, pour permettre la passation du ou des contrats de travaux par le maître de l'ouvrage.

Le groupement titulaire du marché de maîtrise d'œuvre devra apporter un soin tout particulier à son analyse des offres qui devra être motivée en tout point.

Il devra obtenir la validation du représentant du maître d'ouvrage préalablement à toute demande de complément, de renseignement et /ou de négociation qu'il aurait à adresser aux candidats au cours de son analyse.

Il s'engage à apporter à son analyse toutes les modifications et/ou compléments demandés, autant de fois que cela sera jugé nécessaire par le représentant du maître d'ouvrage jusqu'à la validation de son rapport final d'analyse des offres.

Le contenu de chaque élément de mission est précisé dans le cahier des charges mission de MOE.

Définitions :

Élément de Mission	:	Élément de mission confié au maître d'œuvre, délai partiel et partie du contrat qui se lance et se réceptionne de manière autonome à l'intérieur du contrat
--------------------	---	---

La consultation donnera lieu à un **marché** dont la forme retenue pour l'exécution du contrat est **ordinaire**.

■ Nature de la prestation

Les prestations relèvent d'un contrat de **services**.

4. DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS D'EXÉCUTION

■ Durée - Délais d'exécution

Voir article E de l'Acte d'Engagement (AE).

■ Prestations similaires

L'acheteur peut passer avec le titulaire des marchés sans mise en concurrence pour des prestations similaires, dans un délai de 3 ans à compter de la notification du présent contrat, conformément aux dispositions de l'article R2122-7 du Code de la commande publique.

L'acheteur se réserve la possibilité de passer avec le titulaire des marchés sans mise en concurrence pour des livraisons complémentaires en cas de renouvellement ou d'extensions, conformément aux dispositions de l'article R2122-4 du Code de la commande publique.

■ Calendrier détaillé d'exécution

Les prestations objet du contrat sont réalisées par le titulaire dans le cadre du calendrier détaillé fixé comme suit : Voir le programme.

■ Prolongation du délai d'exécution

En cas de prolongation de plus de 10% de la durée du chantier pour des motifs ne relevant pas de la responsabilité du titulaire, les parties se rapprochent pour déterminer si ce retard ouvre droit à rémunération complémentaire, conformément à l'article 15.3.5 du CCAG Maîtrise d'œuvre.

5. PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT

5.1. Prix du contrat

■ Nature des prix

Les prix de la consultation sont traités à prix global et forfaitaire.

■ Variation des prix

Les prix sont **révisables** à la hausse comme à la baisse par application d'une formule de variation.

La date d'établissement des prix (Mois 0) est fixée au mois de la date limite de remise des offres par dérogation à l'article 10.1.1 du CCAG Maîtrise d'œuvre.

Les prix sont fermes de la date de notification jusqu'au 31/12/2024. Les prix sont ensuite révisés annuellement au 01/01, par application aux prix du marché par la formule ci-dessous, **selon le dernier indice connu**.

La **formule de variation** utilisée est : $P(n) = P(o) [0.1 + 0.9 \times (1 \times ING(n)/ING(o))]$

Dans la formule des prix révisables :

- P(n) est le prix révisé ;
- P(o) est le prix initial réputé établi sur la base des conditions économiques du « Mois zéro » ;
- au dénominateur, figurent les valeurs des derniers indices connus correspondant au « Mois zéro » ;
- au numérateur, figurent les valeurs de ces mêmes indices afférentes au mois M indice (n) de réalisation des prestations, selon le dernier indice connu.

Pour la mise en place de la formule, l'ensemble des calculs sera effectué par arrondissement au millième supérieur.

La liste des index utilisés est la suivante :

CODE INDEX	LIBELLÉ DE L'INDEX
ING	Construction – Ingénierie (base 2010)

Les index sont publiés sur le site internet de l'INSEE.

En cas de disparition d'un index et si un index de substitution est publié, la variation des prix est de plein droit calculée avec ce nouvel index en utilisant le coefficient de raccordement nécessaire. En cas d'absence d'index de substitution, les parties conviennent de le remplacer d'un commun accord dans le cadre d'une modification du contrat.

■ Initiative du calcul de la variation des prix

Le calcul de la variation des prix est pris en charge par l'acheteur. Les demandes de paiement sont présentées hors variation des prix.

■ Contenu des prix

Les prix du contrat comprennent :

- les dépenses nécessaires à l'exécution des prestations prévues au contrat ;
- les charges fiscales et autres charges éventuelles qui frappent les prestations ;
- les frais éventuels de conditionnement, stockage, emballage, assurance et transport ;
- les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Les prix prennent en compte toutes les mesures nécessaires - qu'il s'agisse des modalités d'exécution (distanciation, désinfection, transport des personnels) et ou des équipements (masques, gel ou lotion hydroalcoolique, outils individuels, gants) pour garantir les conditions sanitaires vis-à-vis de l'épidémie Covid-19.

■ Coût prévisionnel des travaux

Le coût prévisionnel des travaux est connu, il est estimé à **200 000,00 €** hors TVA sur la base de l'exécution des études d'Avant-Projet (AVP).

Si le coût prévisionnel des travaux proposés par le maître d'œuvre au moment de la remise des prestations de cet élément est supérieur à la part de l'enveloppe financière affectée aux travaux par le maître de l'ouvrage celui-ci peut refuser de réceptionner les prestations et demander au maître d'œuvre, qui s'y engage, de reprendre gratuitement ses études pour aboutir à un projet compatible avec l'enveloppe financière citée ci-dessus.

Après réception de l'Avant-projet Définitif par le maître de l'ouvrage, un avenant fixe le montant du coût prévisionnel des travaux que le maître d'œuvre s'engage à respecter sous réserve des sanctions prévues l'article 6.5 ci-après.

Le coût prévisionnel des travaux (P) est le montant de toutes les prestations nécessaires pour mener à son terme la réalisation de l'ouvrage à l'exclusion :

- du forfait de rémunération ;
- des dépenses de libération d'emprise ;
- des dépenses d'exécution d'œuvre d'art confiée à un artiste ou à un maître ;
- des frais éventuels de contrôle technique ;
- du SPS ;
- de la prime éventuelle de l'assurance dommage"
- de tous les frais financiers.

■ Coûts de référence

Lorsque le maître d'ouvrage dispose des résultats de la consultation travaux, le maître d'œuvre établit le coût des travaux tel qu'il résulte de la consultation : le **coût de référence**.

Ce coût est obtenu en divisant le montant des offres considérées, tous critères confondus, comme les plus intéressantes par le maître d'ouvrage, par un coefficient de réajustement égal au rapport de l'index BT01 pris respectivement au mois M0 des offres travaux et au mois M0 des études du contrat de maîtrise d'œuvre.

Ce coefficient est arrondi au millième supérieur. Si le coût est supérieur au seuil de tolérance, le maître d'ouvrage peut déclarer la consultation sans suite avec relance.

Le maître d'ouvrage peut également demander la reprise des études. Le maître d'œuvre a l'obligation de les reprendre, conformément au programme initial et sans que cela n'ouvre droit à aucune rémunération complémentaire, pour aboutir à un nouveau dossier de consultation des entreprises ou à une nouvelle base de négociation devant conduire à une offre respectant le seuil de tolérance.

Le maître d'œuvre fait des propositions dans ce sens au maître d'ouvrage dans un délai de 7 jours suivant la demande.

Sur la base de cette nouvelle étude et après acceptation par le maître de l'ouvrage, le maître d'œuvre établit un nouveau dossier de consultation des entreprises dans un délai de 7 jours à compter de l'accusé de réception de cette acceptation afin de permettre au maître d'ouvrage de lancer une nouvelle consultation ou d'engager une nouvelle négociation.

■ Coûts des marchés de travaux

Le coût des marchés de travaux est le coût qui résulte des contrats de travaux passés par le maître de l'ouvrage pour la réalisation du projet. Il est égal à la somme des montants initiaux des marchés de travaux.

Une décision fixe le montant du coût de réalisation des travaux que le maître d'œuvre s'engage à respecter. Le maître d'œuvre est réputé avoir prévu, dans les documents ayant servi de base à la consultation des entreprises, tous les travaux nécessaires à la réalisation du programme et du projet.

Le coût de réalisation est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois M0 correspondant au mois de remise des offres ayant permis la passation des contrats de travaux.

Le coût de réalisation des travaux est assorti d'un **taux de tolérance**. Ce taux de tolérance est de 5 %.

Le seuil de tolérance est égal au coût de réalisation des travaux majoré du produit de ce coût par le taux de tolérance.

Le coût constaté déterminé par le maître de l'ouvrage après achèvement de l'ouvrage est le montant, en prix de base, des travaux réellement exécutés dans le cadre des contrats, marchés, avenants, commandes hors marchés intervenus pour la réalisation de l'ouvrage et hors révisions de prix.

Si en cours d'exécution de travaux le coût de réalisation des ouvrages augmenté du coût des travaux non prévus, hors travaux modificatifs, dépasse le seuil de tolérance, une réduction est appliquée par le maître d'ouvrage. Cette réduction est égale à la différence entre le coût constaté et le seuil de tolérance multiplié par 2 fois le taux rémunération fixé dans l'acte d'engagement.

Cette réduction ne peut excéder 15% du montant de la rémunération des éléments postérieurs à l'attribution des marchés de travaux.

■ Détermination de la rémunération

Le montant de la rémunération provisoire du Maître d'œuvre (Fo) est établi à partir de l'estimation prévisionnelle provisoire des travaux fixés par le Maître d'ouvrage (Co) et du taux de rémunération initial t.

La rémunération provisoire du maître d'œuvre devient définitive :

- lors de l'acceptation par le maître d'ouvrage de l'élément de mission butoir Avant-Projet (AVP)
- lors de l'engagement du maître d'œuvre sur le coût prévisionnel définitif des travaux (C) qu'il établit à partir de l'estimation prévisionnelle définitive des travaux.
- lorsque le coût prévisionnel définitif des travaux (C) est arrêté par le maître d'ouvrage

Le montant de la rémunération définitive du maître d'œuvre (F) est alors égal au coût prévisionnel définitif des travaux (C) multipliés par le taux de rémunération définitif t'.

$$(F) = (C) * t'$$

Le montant de la rémunération provisoire du Maître d'œuvre (Fo) est établi à partir de l'estimation prévisionnelle provisoire des travaux fixés par le Maître d'ouvrage (Co) et du taux de rémunération initial t.

La rémunération provisoire du maître d'œuvre devient définitive :

- lors de l'acceptation par le maître d'ouvrage de l'élément de mission butoir Avant-Projet (AVP)
- lors de l'engagement du maître d'œuvre sur le coût prévisionnel définitif des travaux (C) qu'il établit à partir de l'estimation prévisionnelle définitive des travaux.
- lorsque le coût prévisionnel définitif des travaux (C) est arrêté par le maître d'ouvrage

Le montant de la rémunération définitive du maître d'œuvre (F) est alors égal au coût prévisionnel définitif des travaux (C) multipliés par le taux de rémunération définitif t'.

$$(F) = (C) * t'$$

Le taux de rémunération définitif t' se calcule selon les « hypothèses suivantes :

Hypothèse A : Le coût prévisionnel définitif des travaux (C) est inférieur ou égal à l'estimation prévisionnelle provisoire des travaux (Co): $C \leq Co$

Le forfait définitif de rémunération (F) est égal au coût prévisionnel définitif (C) multiplié par le taux de rémunération initial t qui devient définitif soit t'.

Hypothèse B : Le coût prévisionnel définitif des travaux (C) est supérieur à l'estimation prévisionnelle provisoire des travaux (Co) et inférieur ou égal à un premier coût prévisionnel plafond (C'o): $Co < C \leq C'o$. C'o est égal à $Co + 3 \%$.

Le forfait définitif de rémunération (F) est égal au coût prévisionnel définitif (C) multiplié par le taux de rémunération définitif t' qui se calcule comme suit : $t' = t(1-p)$ avec $p = 0,05$

Hypothèse C : Le coût prévisionnel définitif des travaux (C) est supérieur au premier coût prévisionnel plafond ci avant (C'o): $C > C'o$

Le forfait définitif de rémunération (F) est égal au coût prévisionnel définitif (C) multiplié par le taux de rémunération définitif t' qui se calcule comme suit : $t' = t(1-p)$

La valeur de p est progressive suivant les plages de coût prévisionnels délimitées par les coûts plafonds suivants :

Si $Co + 3\% < C \leq Co + 5\%$ alors $p = 0,10$

Si $C_0 + 5\% < C \leq C_0 + 8\%$ alors $p = 0,15$

Si $C > C_0 + 8\%$ alors $p = 0,20$

L'élément butoir de la Mission de base (phase technique) est : Avant-projet Définitif (APD). Le coût prévisionnel est réputé établi sur la base des conditions économiques en vigueur au mois de la réception de l'APD.

Le coût prévisionnel définitif des travaux sur lequel s'engage la maîtrise d'œuvre et le forfait définitif de rémunération sont arrêtés par avenant.

Ce forfait est exclusif de tout autre émolument ou remboursement de frais au titre de la même mission. Le maître d'œuvre s'engage à ne percevoir aucune autre rémunération dans le cadre de la réalisation de l'opération.

Le coût prévisionnel des travaux sur lequel s'engage la maîtrise d'œuvre et le forfait définitif de rémunération sont arrêtés par avenant conformément aux dispositions de l'article R2432-7 du Code de la commande publique.

Détermination du forfait de rémunération en cas de modification par le maître d'ouvrage :

En cas de modification du programme intervenant jusqu'à l'Avant-projet définitif à l'initiative du Maître d'ouvrage :

L'avenant (cité ci-dessus) sera établi en tenant compte du montant des travaux relatif aux modifications de programme décidées par le maître d'ouvrage sans que soient applicables pour ces travaux les formules déterminant le forfait définitif visées dans les hypothèses ci-dessus. La rémunération du maître d'œuvre sera établie :

- D'une part, selon les hypothèses visées ci-dessus pour les travaux prévus initialement ;
- D'autre part, pour les seuls travaux demandés par le maître d'ouvrage selon la formule suivante : soit « $(F) = (C) * t'$ » étant entendu que $t' = t$ et $C =$ coût des seuls travaux demandés par le maître d'ouvrage.

La rémunération complémentaire du maître d'œuvre correspondra au montant des travaux relatif aux modifications de programme (en plus ou en moins) décidées par le maître d'ouvrage, auquel sera appliqué le taux de rémunération résultant de l'avenant validé au stade APD.

Détermination du forfait de rémunération en cas de mission de base intégrant le diagnostic :

Lorsque l'opération porte sur des travaux de réhabilitation et que la mission diagnostic fait partie des missions confiées au maître d'œuvre, l'estimation prévisionnelle provisoire sera ajustée à l'issue de la mission diagnostic et sert de point de départ pour le calcul de la rémunération définitive.

C (0) = estimation prévisionnelle réajustée à l'issue de la mission diagnostic

Les hypothèses A, B et C permettant de déterminer la rémunération définitive du maître d'œuvre ci-dessus visées s'appliqueront sur le forfait de rémunération établi à partir de cette nouvelle base C(0) prenant en compte l'estimation réalisée à l'issue de la mission diagnostic.

Rapport du maître d'oeuvre

Quelle que soit la nature de la modification, le maître d'oeuvre établit, dans les quinze jours qui suivent le fait générateur ou la révélation d'une difficulté, un rapport au maître de l'ouvrage précisant :

- les circonstances qui motivent la proposition de modification,
- la ou les solutions que proposent le maître d'oeuvre,
- les conséquences techniques de chaque solution,
- l'estimation financière tant sur le coût d'investissement que sur les coûts d'exploitation,
- l'incidence sur le coût prévisionnel ou le coût de réalisation,
- incidence sur le délai d'études et/ou d'exécution,
- l'avis de classement dans l'une des catégories de modification visées ci-dessus,
- l'éventuel surcoût d'études en application des dispositions de l'article 9 du CCAP.

Le rapport est remis en trois exemplaires.

L'absence de présentation du rapport dans le délai fixé ci-avant entraîne le renoncement du maître d'œuvre aux modifications éventuelles de sa rémunération et du coût prévisionnel.

Décision du maître de l'ouvrage

Le Maître d'oeuvre établit le coût prévisionnel définitif des travaux à l'issue des études d'avant-projet définitif. Il l'adresse au Maître de l'Ouvrage qui procède avec le Maître d'oeuvre à un examen contradictoire des documents produits jusqu'à cette phase de la mission.

Le Maître d'Ouvrage arrête le coût prévisionnel définitif des travaux par son appréciation de ce coût en regard du programme et des études faites. Il notifie ce coût par ordre de service au Maître d'oeuvre.

Le coût prévisionnel des travaux sur lequel s'engage la maîtrise d'oeuvre et le forfait définitif de rémunération sont arrêtés par avenant conformément aux dispositions de l'article R2432-7 du Code de la commande publique.

Le taux de rémunération comporte deux décimales. La deuxième décimale est arrondie en fonction de la valeur de la troisième décimale dans les conditions suivantes :

- Si la troisième décimale est inférieure ou égale à cinq, la deuxième décimale est conservée,
- Si la troisième décimale est supérieure à cinq, la deuxième décimale est majorée au centième supérieur.

Ce forfait est exclusif de tout autre émolument ou remboursement de frais au titre de la même mission. Le maître d'oeuvre s'engage à ne percevoir aucune autre rémunération dans le cadre de la réalisation de l'opération.

■ **Frais de coordination**

En cas de groupement conjoint, la rémunération du mandataire pour sa mission de coordination est incluse dans le prix de ses prestations.

En cas de sous-traitance, les prix du contrat couvrent sans surcoût les frais de coordination et de contrôle des sous-traitants ainsi que les conséquences de leurs défaillances éventuelles.

■ **Initiative du calcul de la variation des prix**

Le calcul de la variation des prix est pris en charge par l'acheteur. Les demandes de paiement sont présentées hors variation des prix.

■ **TVA**

Les demandes de paiement sont adressées en montant HT et TTC.

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts.

5.2. Conditions de paiement

■ **Modalités de règlement**

La remise des demandes de paiement intervient en début de chaque mois pour les prestations effectuées le mois précédent. A la fin des prestations, le titulaire établit un décompte final dans les conditions définies à l'article 11.7 du CCAG Maîtrise d'oeuvre sur la base duquel l'acheteur établit le décompte général dans les conditions de l'article 11.8 du CCAG.

■ **Paiement des membres du groupement**

En application de l'article 12.1.2 du CCAG, en cas de groupement solidaire, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

Le mandataire du groupement indique dans chacune de ses demandes de paiement la répartition des paiements pour chaque cotraitant, sur la base de l'état de répartition du montant du contrat fixé dans l'offre.

■ **Présentation des demandes de paiement**

Les demandes de paiement comprennent les mentions suivantes :

- le nom et la raison sociale du créancier, une date d'émission et un numéro unique ;
- le numéro RCS, de SIRET et TVA intracommunautaire ;
- les dates de réalisation des prestations ;
- le numéro du contrat ;
- la nature, quantité et montant hors taxes des prestations réalisées ;
- le taux de TVA applicable ;
- la désignation de l'acheteur et son SIRET ;
- les éventuelles autres mentions demandées par l'acheteur après la notification du contrat.
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- en cas de groupement solidaire avec choix du paiement séparé au bénéfice de chaque membre du

groupement, pour l'exécution de ses propres prestations : le montant des prestations réalisées par l'opérateur économique ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total HT, ainsi que, le cas échéant, les variations de prix.

■ Paiements des éléments de mission

ÉLÉMENT DE MISSION	CONDITIONS DE PAIEMENT
Diagnostic (DIA)	<p>Le règlement des prestations incluses ne peut intervenir qu'après achèvement total et réception des éléments par le maître de l'ouvrage.</p> <p>Toutefois, elles doivent être réglées avant l'achèvement, dans le cas où leur délai d'exécution est important afin que l'intervalle entre deux acomptes successifs n'excède pas trois mois conformément à l'article R2191-22 du Code de la commande publique. Dans ce cas, l'état périodique établi par le maître d'œuvre comporte le compte rendu d'avancement de la mission, indique le pourcentage approximatif du délai d'avancement de leur exécution ce pourcentage, après accord du maître de l'ouvrage, sert de base au calcul du montant de l'acompte correspondant.</p>
Avant-projet (AVP)	<p>Le règlement des prestations incluses dans l'élément Etude d'avant-projet ne peut intervenir qu'après achèvement total et réception de l'élément par le maître de l'ouvrage. Toutefois, ces prestations doivent être réglées avant l'achèvement, dans le cas où leur délai d'exécution est important afin que l'intervalle entre deux acomptes successifs n'excède pas trois mois. Dans ce cas, l'état périodique établi par le maître d'œuvre comporte le compte-rendu d'avancement de la mission et indique, en pourcentage, l'état d'exécution de celle-ci. Ce pourcentage, après accord du maître de l'ouvrage, sert de base au calcul du montant de l'acompte correspondant.</p>
Études de projet (PRO)	<p>Le règlement des prestations incluses dans l'élément Etude de projet ne peut intervenir qu'après achèvement total et réception de l'élément par le maître de l'ouvrage. Toutefois, ces prestations doivent être réglées avant l'achèvement, dans le cas où leur délai d'exécution est important afin que l'intervalle entre deux acomptes successifs n'excède pas trois mois. Dans ce cas, l'état périodique établi par le maître d'œuvre comporte le compte-rendu d'avancement de la mission et indique, en pourcentage, l'état d'exécution de celle-ci. Ce pourcentage, après accord du maître de l'ouvrage, sert de base au calcul du montant de l'acompte correspondant.</p>
Assistance pour la passation des marchés de travaux (AMT)	<p>Les prestations incluses dans cet élément sont réglées de la manière suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 40 % : après approbation du Dossier de Consultation des Entreprises, - 50 % : après notification par le Maître d'ouvrage des marchés de travaux aux entreprises ; si l'ensemble des marchés notifiés représente en valeur au moins 50% du montant total des travaux, - 10 % : après notification des marchés éventuellement différés à la demande du Maître d'ouvrage (cf. Procès-verbal de la Commission des marchés OU de la commission d'Appel d'Offres).
Examen de conformité-visa (VISA)	<p>Les prestations incluses dans cet élément de mission sont réglées au prorata de l'avancement des travaux.</p>
Direction de l'exécution du contrat de travaux (DET)	<p>Les prestations sont réglées comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - En fonction de l'avancement des travaux, sous forme d'acomptes, proportionnellement au montant des travaux effectués depuis le début : 60 %, - A la date de l'accusé de réception par le maître de l'ouvrage du projet de décompte final et après traitement des réclamations éventuelles des entreprises : 40 %.
Assistance lors des opérations de réception (AOR)	<p>Les prestations incluses dans cet élément de mission sont réglées comme suit :</p>

ÉLÉMENT DE MISSION	CONDITIONS DE PAIEMENT
	<ul style="list-style-type: none"> - A l'issue des opérations préalables à la réception : à la date de l'accusé de réception par le maître de l'ouvrage du procès-verbal des opérations préalables à la réception : 20 %, - A la remise du dossier des ouvrages exécutés : 40 %, - A l'achèvement des levées de réserves : 20 %, - A la fin du délai de garantie de parfait achèvement des ouvrages prévue à l'article 44 du CCAG Travaux : 20 %.
Ordonnancement, pilotage et coordination de chantier (OPC)	<p>Les prestations incluses dans cet élément de mission sont réglées comme suit :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1 - A l'issue de l'ordonnancement de l'ensemble des travaux (mise au point du planning détaillé, mise en ordre des interventions des entreprises, affectation des durées élémentaires, mise au point des calendriers de détail, élaboration du chantier) : 20 % 2 - Pendant le déroulement des travaux (réunions de coordination, contrôle périodique de l'avancement) : 60 % (répartis mensuellement sur la durée des travaux) 3 - A l'achèvement du chantier (réception, démontage et repliement du chantier, levée des réserves) : 15 % 4 - A la fin de l'année de parfait achèvement : 5 %

■ Régime des paiements

Les prestations du contrat sont réglées par paiement partiel définitif, après constatation du service fait.

■ Adresse de remise des demandes de paiement

Par envoi dématérialisé via le portail Chorus Pro :

Comme l'État s'y astreint depuis 2012, les collectivités locales et les établissements publics sont prêts à recevoir, depuis le 1er janvier 2017, les factures électroniques produites par leurs fournisseurs.

La dématérialisation des factures était jusque-là inscrite dans une obligation progressive au sein du secteur public, comme dans de nombreux pays européens. Depuis le 1er janvier 2020, toutes les entreprises doivent désormais adresser leurs factures au secteur public sous forme électronique.

Le titulaire veillera impérativement à utiliser la plate-forme Chorus Pro :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

en spécifiant le numéro SIRET de la collectivité et le code service selon la liste en annexe du présent document.

Pour en savoir plus : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

■ Comptable assignataire des paiements

Monsieur le Payeur
Paierie

Trésorerie de Grasse, petites communes et banlieues.

Téléphone : 04 93 40 36 23

Courriel : sgc.grasse@dgfip.finances.gouv.fr

Site internet : <https://www.impots.gouv.fr/portail/>

■ Délai de paiement

Le délai de paiement est de **30 jours** à compter de la réception de la demande de paiement ou lorsque la date de réception de la demande de paiement est incertaine ou antérieure à la date d'exécution des prestations, le délai de paiement court à compter de la date d'exécution des prestations (article R2192-13 du Code de la commande publique).

En cas de dépassement du délai de paiement, des intérêts moratoires sont versés au titulaire, calculés par application de la formule suivante :

$$IM = M \times J/365 \times \text{Taux IM} + F$$

Dans laquelle :

IM : montant des intérêts moratoires

M : montant TTC de la demande de paiement

Taux IM : taux de la Banque Centrale Européenne en vigueur majoré de 8 points

J : nombre de jours calendaires entre la date limite et la date réelle de paiement

F : forfait de 40 € de frais de recouvrement

6. RÉALISATION DES PRESTATIONS

6.1. Conditions de réalisation des prestations

■ Relation avec le coordonnateur SPS

Le coordonnateur SPS informe le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre de toute violation par les intervenants des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger grave et imminent menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers, le coordonnateur SPS doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

Le coordonnateur SPS a libre accès au bureau de chantier et au matériel mis à disposition du maître d'œuvre pour ses différentes réunions.

Le maître d'œuvre communique directement au coordonnateur SPS :

- tous les documents relatifs aux avant-projet(s), projet(s) et études d'exécution ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- le calendrier détaillé d'exécution.

Le maître d'œuvre informe le coordonnateur SPS de toutes les réunions qu'il organise dans le cadre de l'exécution de sa mission.

Le maître d'œuvre s'engage à :

- fournir au coordonnateur SPS, à sa demande, tous autres documents et informations nécessaires au bon déroulement de sa mission ;
- respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants, définies par le maître d'ouvrage. Celles-ci font l'objet d'un document notifié au maître d'œuvre, qui est annexé au présent CCAP.

Le maître d'œuvre donne suite, pendant toute la durée d'exécution de sa mission, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur SPS.

Tout différend entre le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS est soumis au maître d'ouvrage.

Le maître d'œuvre arrête les mesures d'organisation générale du chantier en concertation avec le coordonnateur SPS.

Pour l'analyse des offres des entreprises, le maître d'œuvre consulte le coordonnateur SPS et intègre, le cas échéant, son avis dans le rapport d'analyse des offres.

Le maître d'œuvre prend connaissance de toutes les observations consignées par le coordonnateur SPS dans le Registre-Journal de la Coordination (RJC).

■ Suivi de l'exécution des travaux

La direction de l'exécution des travaux incombe au maître d'œuvre qui est le seul responsable du contrôle de l'exécution des ouvrages et l'unique interlocuteur des entrepreneurs.

Il est tenu de faire respecter par l'entreprise l'ensemble des stipulations du marché de travaux et ne peut y apporter aucune modification.

■ Ordres de service

Dans le cadre de l'élément de mission Direction de l'exécution des travaux (DET), le maître d'œuvre est chargé d'émettre les ordres de service à destination du titulaire. Les ordres de service qui ont un impact sur

les montants et les délais des contrats de travaux sont préalablement validés par le maître d'ouvrage.

Les ordres de service doivent être écrits, signés, datés et numérotés et adressés dans les conditions précisées au CCAG Travaux applicable aux marchés de travaux.

■ **Vérification des projets de décomptes**

Au cours des travaux, le maître d'œuvre doit procéder conformément à l'article 12 du CCAG Travaux à la vérification des projets de décompte mensuels établis par l'entrepreneur et qui lui sont transmis.

Le maître d'œuvre détermine dans les conditions définies à l'article 12.2 du CCAG Travaux le montant de l'acompte à régler. Il transmet au maître d'ouvrage l'état d'acompte qu'il notifie au titulaire du marché de travaux.

Le délai d'intervention du maître d'œuvre pour vérifier le projet de décompte mensuel et d'établissement de l'état d'acompte est fixé à 7 jours à compter de la date de l'accusé de réception.

A l'issue des travaux, le maître d'œuvre vérifie le projet de décompte final du marché de travaux. Après vérification, le projet de décompte final devient le décompte final. Le délai imparti au maître d'œuvre pour procéder à la vérification du projet de décompte final et sa transmission au maître d'ouvrage est fixé à 7 jours à compter de la date de réception du document.

■ **Vérification des documents d'étude**

En application de l'article 20.2 dernier alinéa du CCAG Maîtrise d'œuvre, la décision par le maître d'ouvrage d'admission, d'ajournement, d'admission avec réfaction ou de rejet des documents d'études ci-dessus doit intervenir avant l'expiration d'un délai de 2 mois.

Ce délai court à compter de la date de l'accusé de réception par le maître de l'ouvrage du document d'étude à admettre.

Si cette décision n'est pas notifiée au titulaire dans le délai mentionné ci-dessus, la prestation est considérée comme admise, avec effet à compter de l'expiration du délai, conformément à l'article 21 du CCAG.

En cas de rejet ou d'ajournement, le maître de l'ouvrage dispose pour donner son avis, après présentation par le maître d'œuvre des documents modifiés, du même délai.

6.2. Vérification des prestations

■ **Niveau d'obligation prévu au contrat**

Du fait de l'objet du contrat le titulaire est soumis à une obligation générale de résultat. Celle-ci s'impose au titulaire dans l'exécution de ses engagements contractuels et pour l'intégralité des prestations décrites au contrat. Le titulaire s'engage à exécuter les prestations et à remettre les livrables associés avec le niveau de compétence professionnelle requis pour ce type de prestations, à consacrer tous les moyens humains et matériels nécessaires à sa bonne exécution, ainsi qu'à coopérer de bonne foi avec l'ensemble des intervenants amenés à participer au contrat.

■ **Opérations de vérification**

Les opérations de vérification quantitative et qualitative ont pour objet de permettre à l'acheteur de contrôler notamment que le titulaire :

- a mis en œuvre les moyens définis dans le contrat, conformément aux prescriptions qui y sont fixées ;
- a réalisé les prestations définies dans le contrat comme étant à sa charge, conformément aux dispositions contractuelles.

Conformément à l'article 20.2 du CCAG Maîtrise d'œuvre, l'acheteur dispose d'un délai de deux mois pour procéder aux vérifications et notifier sa décision d'admission, d'ajournement, d'admission avec réfaction ou de rejet.

Par dérogation à l'article 21 alinéa 2 du CCAG, la décision de lancement d'un élément de mission ne vaut pas admission tacite de l'élément de mission précédent.

6.3. Développement durable

■ **Clause environnementale**

Le contrat prévoit des obligations en matière de protection de l'environnement en tant que conditions d'exécution des prestations. Ces obligations sont les suivantes :

La livraison du matériel doit être réalisée en privilégiant des moyens de transport respectueux de l'environnement et en suivant un trajet optimisé afin de limiter les émissions de gaz à effet de serre (Éviter

la circulation pendant les heures de pointe, transport groupé de marchandises, ...).

Le titulaire s'assure du respect par ses sous-traitants de ces obligations environnementales.

6.4. Autres stipulations

■ Clause de réexamen et modifications du contrat

Le contrat peut être modifié, conformément à l'article R2194-1 du Code de la commande publique par une ou des modifications qui, quel que soit leurs montants, doivent être rédigées de façon claire, précise et sans équivoque, notamment afin de prévoir des indexations de prix, en cas de modification de protocoles de communication ou d'autres modifications technologiques ou dans le cas d'adaptations rendues nécessaires par des difficultés techniques apparues pendant l'utilisation ou l'entretien ou par l'évolution des besoins afin d'assurer le cas échéant, la continuité d'un service public.

En cas de circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché, les parties examinent de bonne foi les conséquences, notamment financières, de cette circonstance.

Est visé expressément le cas d'une évolution majeure des prix n'ayant pu être anticipée au moment de la conclusion du marché, liée au risque élevé de pénurie de matières premières induit par la crise sanitaire du Covid 19 et la guerre en Ukraine, de nature à entraîner un bouleversement de l'économie du contrat malgré l'application de la formule de révision des prix prévue au marché.

En conséquence, si la clause de révision des prix telle que prévue au présent CCAP ne permet pas dans une telle circonstance de maintenir l'économie générale du contrat, les parties au contrat peuvent convenir de la faire évoluer.

Les modifications pouvant être apportées portent sur la périodicité de la révision, la pondération des indices et la nature des indices. En revanche, la détermination de la part fixe et de la part variable ne saurait être modifiée.

L'initiative de la demande appartient au titulaire du marché qui devra produire tous les justificatifs nécessaires à son instruction pour démontrer l'imprévision et l'impossibilité de maintenir, aux conditions économiques du contrat, la réalisation des prestations prévues au marché dans leur niveau de qualité ou de prix.

Cette demande pourra être introduite dès lors qu'un delta supérieur à 15% est constaté entre les prix révisés et les prix facturés au titulaire par son fournisseur.

La procédure de réexamen n'interrompt en aucun cas l'exécution du marché. Il est entendu que ladite clause n'implique pas un droit à révision du marché.

En cas de désaccord entre les parties, la résiliation du contrat pourra être prononcée par l'acheteur pour motif d'intérêt général, selon les conditions du CCAP.

Dans le cadre d'événements particuliers, localisés ou non, comme des attentats, des catastrophes naturelles ou industrielles, des pandémies ou épidémies, il peut être exigé du titulaire l'application de mesures transitoires de prévention et de sécurité.

L'acheteur transmet les consignes particulières à appliquer et leur durée d'application au titulaire qui ne peut pas les refuser

Dans le cas où ces mesures engendreraient des coûts supplémentaires, le titulaire demande leur prise en charge par l'acheteur en produisant tous les justificatifs appropriés. Le cas échéant un acte modificatif est établi si les prix du contrat doivent être réévalués.

En cas de désaccord sur les conséquences financières, la résiliation du contrat pour événements extérieurs peut être prononcée par l'acheteur, sans indemnité pour le titulaire.

7. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

■ Devoir d'information et de conseil

Le titulaire est tenu à une obligation générale d'information et de conseil à l'égard de l'acheteur. À ce titre, il l'avise de toute modification réglementaire applicable aux prestations objet du contrat et de tout autre élément susceptible d'affecter ses conditions d'exécution.

Le titulaire, en sa qualité de professionnel du domaine objet du contrat, s'engage à communiquer à l'acheteur dans les meilleurs délais, les alertes et mises en garde, notamment en cas de retard, de difficultés

majeures ou de tout événement susceptible d'impacter le projet.

Enfin, le titulaire est tenu de notifier à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du contrat et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- À la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou sa dénomination ;
- À son adresse, son siège social ou à l'adresse d'exécution des prestations ;
- Aux renseignements qu'il a communiqués pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

■ Moyens mis à disposition par le titulaire

Le titulaire est engagé par les moyens matériels et humains qu'il décrit dans son offre durant toute la durée d'exécution du contrat. Si un membre de l'équipe en charge de l'exécution du contrat dont le CV a été remis dans l'offre n'est plus en mesure d'accomplir sa mission, le titulaire doit en informer l'acheteur. L'équivalence des niveaux de qualifications, d'expérience et de savoir-faire proposé dans l'offre du titulaire doit être garantie durant toute la durée du contrat.

■ Obligation de vigilance

Le titulaire remet :

1) avant le début de chaque détachement d'un salarié, une attestation sur l'honneur indiquant son intention de faire appel à des salariés détachés et dans l'affirmative :

- une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R. 1263-4-1 et R. 1263-6-1 du Code du travail ;
- une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du Code du travail (décret 2016-27 du 19 janvier 2016 relatif aux obligations des maîtres d'ouvrage et des donneurs d'ordre dans le cadre de la réalisation de prestations de services internationales).

2) Lors de la conclusion du contrat, une attestation sur l'honneur indiquant son intention d'employer des salariés étrangers et dans l'affirmative, communique la liste des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du Code du travail en précisant pour chaque salarié (D. 8254-2 du même code) :

- sa date d'embauche ;
- sa nationalité ;
- le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

3) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, le titulaire doit fournir des documents datant de moins de 6 mois attestant qu'il est à jour de ses obligations sociales (paiement des cotisations et contributions sociales) auprès de l'URSSAF, au 31 décembre de l'année précédente, et du paiement des impôts et taxes dus au Trésor public :

- le certificat social URSSAF ;
- une attestation fiscale ou de régularité fiscale (arrêté du 22 mars 2019 modifié, fixant les impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution de marchés publics et de contrats de concession).

4) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, puis tous les 6 mois, le titulaire fournit les documents attestant de sa régularité en matière de lutte contre le travail dissimulé en fournissant :

- une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du Code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale (attestation de vigilance).

5) Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :

- un numéro unique d'identification (SIREN) selon le décret n°2021-631 du 21 mai 2021 ;
- une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;
- un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
- un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les

personnes en cours d'inscription.

■ **Protection de la main-d'œuvre**

Le titulaire assure le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur en matière de protection de la main-d'œuvre, d'hygiène, de conditions de travail et de sécurité sur le chantier.

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée.

■ **Prévention des risques de conflits d'intérêts et de corruption**

Durant l'exécution du contrat le titulaire s'engage à maintenir son indépendance d'analyse et d'action afin d'éviter toute distorsion de concurrence, à éviter tout conflit pouvant exister entre ses intérêts, ceux de l'acheteur et ceux des autres opérateurs susceptibles d'être amenés à participer à l'exécution du contrat.

Le titulaire s'engage à avertir l'acheteur de toute situation susceptible d'aboutir à un conflit d'intérêts et lui soumet les dispositions qu'il propose de mettre en œuvre afin de faire disparaître cette situation. À ce titre, le titulaire s'engage à divulguer sur simple demande de l'acheteur les liens qui l'uniraient aux opérateurs économiques présentant leur candidature lors d'une autre consultation.

Conformément aux dispositions de la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique le titulaire garantit que toute personne, physique ou morale, intervenant pour son compte dans le cadre du présent contrat :

- Respecte toute réglementation ayant pour objet la lutte contre la corruption et le trafic d'influence ;
- Met en place et maintient ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption ;
- Informe l'acheteur de tout événement qui pourrait avoir pour conséquence l'obtention d'un avantage indu, financier ou de toute autre nature, à l'occasion du présent contrat ;
- Fournit toute assistance nécessaire à l'acheteur pour répondre à une demande d'une autorité dûment habilitée relative à la lutte contre la corruption.

■ **Assurances**

Le titulaire souscrit une assurance de responsabilité civile professionnelle permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du maître d'ouvrage et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages, causés aux personnes ou aux biens par l'exécution des prestations, avant et après réception des travaux.

Le titulaire doit justifier dans un délai de quinze jours à compter de la notification du contrat et avant tout début d'exécution de celui-ci qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie. Celle-ci précise la nature des risques couverts et les montants de garantie qui doivent être adaptés aux caractéristiques des travaux objet du contrat.

Le titulaire souscrit également l'assurance décennale visée à l'article L. 241-1 du code des assurances. Le contrat d'assurance est conforme à l'obligation d'assurance prévue par l'article L.241-1 du code des assurances ainsi qu'aux clauses types énoncées à l'annexe 1 de l'article A 243-1 du même code.

■ **Conduite des prestations par une personne nommément désignée**

Conformément à l'article 3.4.3 du CCAG et compte tenu de l'objet du contrat, des prestations doivent être réalisées par une personne nommément désignée par le titulaire. Si cette personne n'est plus en mesure de réaliser la prestation, le titulaire doit :

- Informer l'acheteur sans délai ;
- Proposer un remplaçant aux compétences au moins équivalentes.

L'acheteur dispose de 30 jours pour récuser ou accepter le remplaçant proposé par le titulaire. A défaut de remplaçant accepté par l'acheteur, le contrat est susceptible d'être résilié.

■ **Mission du mandataire du groupement**

En cas de groupement, le mandataire représente l'ensemble des membres du groupement de maîtrise d'œuvre vis-à-vis du maître d'ouvrage, coordonne les prestations et veille à instaurer une bonne communication entre les membres du groupement et avec le maître d'ouvrage.

A ce titre, il reçoit mandat des membres du groupement pour assurer les missions de coordination portant sur les études :

- Etablir, en liaison avec les autres membres, le planning d'ensemble et en assurer sa mise à jour,
- Informer chaque membre du groupement de toute modification du planning et contrôler son application,
- S'assurer de l'exécution des prestations dans les délais fixés au marché de maîtrise d'œuvre,
- Organiser les réunions nécessaires à la coordination des prestations de maîtrise d'œuvre.

Le mandataire doit également :

- Remettre, au maître d'ouvrage, dans les conditions de forme et de délais prévus au marché de maîtrise d'œuvre, les documents (documents graphiques et écrits, situations de travaux, projets de décomptes, demandes d'acomptes, décomptes généraux définitifs, etc.) dus au titre de ce marché et s'assurer de leur approbation,
- Réunir, tout ou partie des membres du groupement, sur leur demande ou sur son initiative, chaque fois que nécessaire, pour l'exécution de la mission de maîtrise d'œuvre ou pour l'examen de questions importantes telles que la proposition, la négociation et la signature d'avenants, la répartition des prestations supplémentaires, le dépassement des délais, la présentation d'un mémoire de réclamation, la défaillance d'un membre du groupement, ...
- Le cas échéant, organiser les négociations et trancher les différends au sein du groupement de maîtrise d'œuvre,
- Répartir, s'il y a lieu, les primes et pénalités prévues au marché de maîtrise d'œuvre,
- Le cas échéant, assurer la tenue du compte des dépenses communes,
- Archiver les documents régissant les rapports contractuels entre la maîtrise d'ouvrage et le groupement de maîtrise d'œuvre.

■ Réparation des dommages

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens par le titulaire du fait de l'exécution du contrat sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du titulaire par l'acheteur du fait de l'exécution du contrat sont à la charge de l'acheteur.

■ Sous-traitance

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations du contrat après acceptation du sous-traitant par l'acheteur.

Le titulaire remet à l'acheteur une déclaration de sous-traitance (formulaire DC4 téléchargeable sur <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>) remplie et signée par le sous-traitant et le titulaire, comportant la nature et le montant des prestations sous-traitées ainsi que les conditions de paiement. Cette déclaration s'accompagne des documents attestant des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que de sa régularité fiscale et sociale.

Le sous-traitant a droit au paiement direct si le montant sous-traité est supérieur à 600 euros TTC.

Le titulaire demeure responsable de la bonne exécution des prestations prévues au contrat et du respect de toutes les autres obligations du contrat. Il apporte aux sous-traitants toutes les informations utiles pour garantir la bonne exécution du contrat.

La sous-traitance est possible en cours de marché.

■ Mesures de sécurité relatives au lieu d'exécution

Lorsque les prestations sont à exécuter dans un lieu où des mesures de sécurité s'appliquent, notamment dans les zones protégées en vertu des dispositions législatives ou réglementaires prises pour la protection du secret de la défense nationale, ces dispositions particulières doivent être indiquées par le pouvoir adjudicateur dans les documents de la consultation. Le titulaire est tenu de les respecter.

Le titulaire ne peut prétendre, de ce chef, ni à prolongation du délai d'exécution, ni à indemnité, ni à supplément de prix, à moins que les informations ne lui aient été communiquées que postérieurement au dépôt de son offre et s'il peut établir que les obligations qui lui sont ainsi imposées nécessitent un délai supplémentaire pour l'exécution des prestations prévues par le marché ou rendent plus difficile ou plus onéreuse pour lui l'exécution de son contrat.

8. LITIGE ET SANCTIONS

8.1. Pénalités

PÉNALITÉ	FAIT GÉNÉRATEUR ET MODE DE CALCUL
Pénalité pour retard	Par dérogation à l'article 16.2.3 du CCAG en cas de dépassement du délai d'exécution prévu au contrat, le titulaire encourt une pénalité d'un montant de 25,00 € par jour calendaire de retard.
Dépassement du délai d'instruction des mémoires de réclamation	En cas de retard du maître d'œuvre dans l'instruction du mémoire de réclamation par rapport au délai prescrit par le contrat 25,00 € Par jour de retard
Établissement des PV de réception	Retard dans l'établissement des procès-verbaux de réception 25,00 € par jour calendaire de retard
Retard dans l'instruction des mémoires en réclamation.	Par dérogation à l'article 14 du CCAG PI, en cas de retard dans l'instruction du mémoire de réclamation, le maître d'œuvre encourt sur ses créances la présente pénalité. 25,00 € par jour de retard.
Retard dans la vérification des décomptes finaux	Par dérogation à l'article 14 du CCAG PI, tout retard du maître d'œuvre lors de la vérification des décomptes finaux des entrepreneurs. Si le maître d'œuvre n'a pas transmis au maître d'ouvrage les projets de décompte mentionnés ci-dessus dans les délais prescrits, le maître de l'ouvrage le met en demeure de le faire dans un délai qu'il fixe. À l'expiration de ce délai, le pouvoir adjudicateur peut faire vérifier les projets de décompte aux frais du maître d'œuvre défaillant. 25,00 € par jour de retard + répercussion des intérêts moratoires.

8.2. Autres stipulations

■ Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire

Les dispositions de l'article 34 du CCAG s'appliquent. En cas de non-exécution ou mauvaise exécution des prestations prévues au contrat après mise en demeure restée sans effet, ou en cas de décision de résiliation du contrat et si cette décision le mentionne, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire. Cette décision est notifiée au titulaire par l'acheteur.

Le contrat passé avec le tiers est transmis au titulaire pour information. Ce dernier ne peut pas prendre part à l'exécution de ce contrat de substitution mais est tenu de fournir toutes les informations utiles à sa bonne exécution.

L'augmentation des dépenses par rapport au prix du présent contrat est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

■ Pénalités pour retard - observations préalables à l'application

Par dérogation à l'article 16.2.4 du CCAG, les pénalités de retard sont applicables sans observations préalables du titulaire.

■ Pénalités pour retard - plafonnement des montants

Par dérogation à l'article 16.2.2 du CCAG, aucun montant plafond spécifique de pénalité pour retard n'est prévu au contrat.

■ Pénalités pour retard - seuil d'exonération

Par dérogation à l'article 16.2.1 du CCAG, les pénalités pour retard s'appliquent dès le premier euro.

■ Règlement des différends

Tout différend entre le titulaire et l'acheteur doit faire l'objet d'un mémoire en réclamation exposant les motifs et le cas échéant justification des montants réclamés. Ce mémoire est adressé dans les deux mois qui suivent le différend. L'acheteur dispose d'un délai de deux mois pour répondre.

Les parties peuvent soumettre les différends qui les opposent au Médiateur des entreprises (<https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises/marches-publics-entreprises>), au Comité consultatif de règlement amiable des litiges compétent (articles R2197-1 et suivant du Code de la commande publique) ou à la DREETS (anciennement DIRRECTE, <https://dreets.gouv.fr/>).

■ Tribunal compétent

En cas de litige le tribunal compétent est le suivant

Tribunal administratif de Nice
18 avenue des Fleurs
CS 61039
06050 NICE CEDEX 1

Téléphone : 04 89 97 86 00
Courriel : greffe.ta-nice@juradm.fr
Télécopie : 04 89 97 86 02
Site internet : nice.tribunal-administratif.fr

9. FIN DU CONTRAT

■ Achèvement de la mission du maître d'œuvre

Les prestations seront exécutées à compter de la date fixée par la décision de démarrage des prestations (sauf pour la phase 1) et s'achèveront au plus tardif des événements suivants :

- la levée totale des réserves des marchés de travaux,
- la fin de la garantie de parfait achèvement,
- la fin et le règlement définitif des litiges et mémoires de réclamation.

L'achèvement de la mission fait l'objet d'une décision établie sur demande du maître d'œuvre, par le maître de l'ouvrage, dans les conditions de l'article 21 du CCAG Maîtrise d'œuvre et constatant que le titulaire a rempli toutes ses obligations.

■ Arrêt de la mission de maîtrise d'œuvre

Par dérogation à l'article 31 du CCAG, l'acheteur se réserve la possibilité d'arrêt, provisoire ou définitif, de l'exécution des prestations du maître d'œuvre au terme de chaque élément de mission de la phase d'études.

La décision d'arrêt définitif des prestations ne donne lieu à aucune indemnité et entraîne la résiliation du contrat.

■ Résiliation pour motif d'intérêt général

À tout moment l'acheteur peut résilier le contrat pour motif d'intérêt général. Cette résiliation ouvre droit à indemnisation du titulaire.

L'indemnisation est fixée à 5 % du montant HT du contrat diminué du montant des prestations déjà réalisées.

Le titulaire peut également être indemnisé des investissements et frais engagés pour l'exécution du contrat et non pris en compte dans le montant des prestations réglées. À cette fin, le titulaire fournit tous les justificatifs utiles pour apprécier l'indemnité.

■ Utilisation des résultats

Conformément au CCAG, le titulaire concède ses droits sur l'utilisation des résultats des prestations du contrat à titre non exclusif. Les autres dispositions du CCAG en matière de propriété intellectuelle s'appliquent.

■ Moyens mis à disposition

Dans le cadre de la réalisation des prestations du contrat, l'acheteur met en œuvre les prestations suivantes :
Accession au site

■ Garantie

Les prestations du contrat sont assorties d'une garantie d'une durée de 1 An.

■ Régime de la garantie

Pendant le délai de garantie, le titulaire exécute les réparations qui lui sont prescrites par l'acheteur.

Au titre de la garantie, le titulaire s'oblige à remettre en état ou à remplacer à ses frais la partie de la prestation qui serait reconnue défectueuse, sauf si la défectuosité est imputable à l'acheteur.

Cette garantie couvre les frais de déplacement, de conditionnement, d'emballage et de transport de matériel nécessités par la remise en état ou le remplacement.

Si la privation de jouissance entraîne un préjudice pour l'acheteur, celui-ci peut exiger une solution de

remplacement aux frais du titulaire. Le délai de garantie est prolongé du délai de privation de jouissance.

Le titulaire dispose de 7 jours pour effectuer les mises au point et réparations demandées. Si à l'expiration du délai de garantie, le titulaire n'a pas procédé aux remises en état prescrites, ce délai est prolongé jusqu'à l'exécution complète des remises en état.

Par dérogation à l'article 1.2 du CCAG, toute éventuelle dérogation mentionnée dans le présent document mais non rappelée dans la liste récapitulative ci-dessous s'applique néanmoins.

Liste des dérogations au CCAG Maîtrise d'œuvre :

La rubrique pièces contractuelles de l'article 2.1 déroge à l'article 4.1 CCAG MOE

La rubrique variation des prix de l'article 5.1 déroge à l'article 10.1.1 du CCAG MOE

La rubrique opérations de vérification de l'article 6.2 déroge à l'article 21 alinéa 2 du CCAG MOE

La rubrique pénalités de l'article 8.1 déroge à l'article 16.2.3 du CCAG MOE

La rubrique observations préalables à l'application de l'article 8.2 déroge à l'article 16.2.4

La rubrique plafonnement des montants de l'article 8.2 déroge à l'article 16.2.2 du CCAG MOE

La rubrique seuil d'exonération de l'article 8.2 déroge à l'article 16.2.1 du CCAG MOE

La rubrique arrêt de la mission de maîtrise d'œuvre de l'article 9 déroge à l'article 31 du CCAG MOE

La rubrique régime de la garantie de l'article 9 déroge à l'article 1.2 du CCAG MOE



Documents et liens utiles :

[Code de la commande publique](#) et ses [annexes](#) (Légifrance)

[Formulaires candidats \(DAJ\)](#)

[Médiateur des entreprises](#)

[CCAG Maîtrise d'œuvre du 30 mars 2021](#)

ANNEXE - OBLIGATIONS LIÉES À LA PROTECTION DES DONNÉES

■ Obligation de confidentialité

L'article 4 du Règlement général sur la protection des données désigne par « sous-traitant », la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou un autre organisme qui traite des données à caractère personnel pour le compte du responsable de traitement.

Considérant d'une part, qu'un titulaire de marché peut être amené à intervenir sur des données réelles lors des opérations de maintenance et d'autre part, la CNIL considère un titulaire de marché comme « sous-traitant » pour les opérations de maintenance, les présentes clauses relatives à la protection des données dans le cadre des « opérations de maintenance » ont pour objet de définir les conditions dans lesquelles le « sous-traitant » (appelé « *titulaire* » au sens du présent contrat) s'engage à effectuer pour le compte du responsable de traitement les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

Le titulaire et le pouvoir adjudicateur qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs, notamment, aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du titulaire ou du pouvoir adjudicateur, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Les supports informatiques et documents fournis par la commune au titulaire pour l'exécution du marché restent la propriété de la commune. Les informations contenues dans ces supports et documents sont couvertes par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal). Il en est de même, notamment, des informations relatives aux moyens à mettre en œuvre pour l'exécution du marché et au fonctionnement des services de la commune.

Le titulaire est par conséquent tenu de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Le titulaire s'engage, en particulier, à respecter les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel :

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations qui lui sont confiés, à l'exception de celles nécessaires à l'exécution de la présente prestation prévue au contrat, l'accord préalable du maître du fichier est nécessaire ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées au présent contrat ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat ;
- prendre toutes mesures de sécurité, notamment matérielles, pour assurer la conservation, la disponibilité et l'intégrité des documents et informations traités pendant la durée du présent contrat ;
- et en fin de contrat à procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies.

À ce titre, le titulaire ne peut sous-traiter l'exécution des prestations à une autre société, ni procéder à une cession du contrat sans l'accord écrit et préalable de la commune, conformément à l'article R.2193-4 du Code de la commande publique.

Le cas échéant, le titulaire informe ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du présent marché. Il s'assure du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

En fin de contrat, et conformément à la durée légale de conservation des documents, le cocontractant s'engage :

- soit à procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, sauf en cas de continuité de l'action ;
- soit à restituer intégralement les supports d'informations selon les modalités prévues au présent contrat.

Si pour l'exécution du marché, le titulaire a recours à des prestataires de service, ceux-ci doivent présenter des garanties identiques pour assurer la mise en œuvre des mesures et des règles de confidentialité sus-énoncées.

Dans ce cas, le titulaire s'engage à faire souscrire à ces prestataires de services les mêmes engagements que ceux figurant dans le présent article. À défaut, un engagement spécifique doit être signé par lesdits prestataires mettant à la charge de ces derniers les obligations sus-énoncées.

La commune se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le titulaire.

Il est rappelé qu'en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du partenaire signataire de la convention peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du code pénal.

La commune pourra prononcer la résiliation immédiate du marché, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

Il est rappelé que le titulaire du marché doit se conformer aux articles 28 et suivants du Règlement général sur la protection des données.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties au marché.

Le titulaire s'engage à :

- traiter les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui fait/font l'objet de la sous-traitance ;
- traiter les données conformément aux instructions documentées du responsable de traitement ;
- prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut ;
- veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent marché :
 - s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité
 - reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel

• **Protection des données à caractère personnel**

a. Respect de la loi Informatique et libertés

Le traitement des données à caractère personnel respecte les exigences de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés (CNIL).

b. Respect du Règlement européen sur la protection des données

Le traitement de données à caractère personnel doit respecter le Règlement général sur la protection des données 2016/679 du 27 avril 2016.

c. Gestion des habilitations

Les solutions et produits doivent permettre une gestion des habilitations fines.

Ainsi les personnes habilitées disposant d'un accès aux données doivent s'authentifier avant tout accès à des données à caractère personnel, au moyen d'un identifiant et d'un mot de passe personnels respectant les recommandations de la CNIL, ou par tout autre moyen d'authentification garantissant au moins le même niveau de sécurité.

d. Gestion de l'archivage

Les solutions doivent permettre la mise en œuvre d'un archivage conformément à la réglementation.

Des mécanismes de traitement automatique garantissant que les données à caractère personnel seront systématiquement supprimées, à l'issue de leur durée de conservation, ou feront l'objet d'une procédure d'anonymisation rendant impossible toute identification ultérieure des personnes concernées.

e. Gestion de la traçabilité et tentative d'accès frauduleux à l'applicatif

Les accès à l'application font l'objet d'une traçabilité afin de permettre la détection d'éventuelles tentatives d'accès frauduleux ou illégitimes. Les accès aux données considérées comme sensibles, au regard de la loi du 6 janvier 1978 modifiée, doivent quant à eux être spécifiquement tracés en incluant un horodatage, l'identifiant de l'utilisateur ainsi que l'identification des données concernées, et ceci pour les accès en consultation, modification ou suppression. Les données de journalisation doivent être conservées pendant une durée de six mois glissants à compter de leur enregistrement, puis détruites.

f. Localisation des données et transfert de données.

Les données à caractère personnel doivent être localisées :

- En France ou en territoire français d'outremer (Guadeloupe, Guyane française, Île de la Réunion, Mayotte, Polynésie Française, Terres Australes françaises)
- Dans un pays membre de l'UE
- En Europe (hors UE) : Andorre, Gibraltar, Guernesey, Ile de Man, Iles FEROE, Islande, Jersey, Liechtenstein, Norvège, Suisse
- Sur tout autre territoire dont le niveau de protection est considéré comme adéquat par la commission européenne.

Le titulaire et ses sous-traitants ne sont pas autorisés à transférer de données personnelles vers un pays dont le niveau de protection n'est pas reconnu comme adéquat par la CNIL. Ils ne peuvent pas non plus être soumis à une procédure ou réglementation qui pourrait les obliger, du fait de leur organisation ou du fait de leur nationalité, à transférer des données personnelles vers un pays dont le niveau de protection n'est pas considéré comme adéquat par la CNIL.

La liste actualisée des pays et niveau de protection de données est consultable sur le site de la CNIL (<https://www.cnil.fr/fr/transferer-des-donnees-hors-de-lue>) »

g. Transmission des données

Toute information à caractère personnel transmise dans un flux externe devra être sécurisée par cryptage ou par utilisation d'un protocole sécurisé (HTTPS, SSH, FTPS, ...).

Ceci inclus :

- Les flux de données, parties intégrantes de la solution, entre systèmes d'informations distincts
- La transmission d'informations à des tiers comme les exports de bases de données par d'autres canaux (plateformes d'échange, emails, ...)

Les clauses contractuelles types encadrant les transferts de données à caractère personnel entre responsables de traitement ou responsables de traitement et sous-traitants sont consultables sur le site de la CNIL (<https://www.cnil.fr/fr/les-clauses-contractuelles-types-de-la-commision-europeenne>)

h. Déclaration des traitements à la CNIL

Pour assurer la protection des données à caractère personnel, il incombe au pouvoir adjudicateur d'effectuer les éventuelles déclarations et d'obtenir, le cas échéant, les autorisations administratives nécessaires à l'exécution des prestations prévues par les documents particuliers du marché.

• Confidentialité des documents de la commune

Les supports informatiques et documents fournis par la commune restent la propriété de la commune et les données qu'ils contiennent sont couvertes par le secret professionnel.

• Gestion et Notification des failles de sécurité

En cas de sous-traitance du traitement des données, une collaboration avec les prestataires est organisée par le Règlement. L'article 31 du Règlement général sur la protection des données prévoit que le sous-traitant devra notifier au responsable de traitement toute violation dont il a connaissance dans les meilleurs délais.

Dans ce contexte, le responsable de traitement devra s'enquérir auprès de ses prestataires des délais dans lesquels ils sont en capacité de lui notifier toute violation de sécurité.

La notification de l'autorité de contrôle (CNIL) par le responsable de traitement est prévue dans les 72h au plus tard après la prise de connaissance de la violation.

Le prestataire devra détailler l'ensemble des mesures de sécurité prises pour contenir la faille, et l'atténuer. Le prestataire donnera une évaluation des risques associés à la violation et le plan de prévention pour prévenir d'autres failles potentielles.

● **Registre des traitements et désignation d'un Délégué à la protection des données**

Le sous-traitant communique au responsable de traitement le nom et les coordonnées de son **délégué à la protection des données**, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du Règlement général sur la protection des données

Le sous-traitant déclare tenir un registre de toutes les catégories de traitement effectuées pour le compte du responsable de traitement comprenant :

- Le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, les éventuels sous-traitants et le cas échéant, le nom du délégué à la protection des données ;
- Les catégories de traitements effectués pour le compte du responsable de traitement ;
- Une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles y compris entre autres :
 - La pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel
 - Des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement
 - Des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique
 - Une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement

Le sous-traitant met à la disposition du responsable de traitement **la documentation nécessaire** pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le responsable de traitement ou tout autre auditeur qu'il aura mandaté, et contribuer à ces audits.

Le responsable de traitement s'engage à documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le sous-traitant, à veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement au respect des obligations sur la protection des données de la part du sous-traitant, **superviser le traitement y compris réaliser ou faire réaliser des audits et des inspections auprès du sous-traitant.**

■ **Obligations de sécurité**

Le sous-traitant s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivante :

- La protection des données à caractère personnel en termes de confidentialité (anonymisation, pseudonymisation) et d'intégrité ;
- Les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident technique ou physique ;
- Les moyens permettant d'assurer la sécurité des données (chiffrement, etc.) ;
- La prise en compte de la sécurité et l'application des bonnes pratiques dans tout développement logiciel ;
- Les moyens permettant de garantir la disponibilité et la résilience des systèmes et des services de traitement ;
- La sécurisation des accès aux services (authentification forte, protocoles sécurisés, etc.) ;
- La sécurisation des flux d'informations entre le système et le S.I du Département des Alpes-Maritimes ou des S.I tiers ;
- Le maintien en condition de sécurité des systèmes et des logiciels (par application des mises à jour évolutives, correctives et de sécurité) ;
- La mise en place de procédures d'exploitation de sécurité des systèmes ;
- La collecte des journaux techniques et leur conservation selon les délais réglementaires ;
- Une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement ;

Le sous-traitant s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité prévues par le Référentiel Général de Sécurité (RGS) et le Cahier des clauses simplifiées de cybersécurité (CCSC).

ANNEXE - CHARTE RELATIVE AUX PRINCIPES DE LAÏCITÉ, DE NEUTRALITÉ ET D'ÉGALITÉ

1) Rappel des principes

Conformément au II de l'article 1^{er} de la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, lorsqu'un contrat de la commande publique, au sens de l'article L.2 du Code de la commande publique, a pour objet, en tout ou partie, l'exécution d'un service public, le titulaire est tenu :

- d'assurer l'égalité des usagers devant le service public ;
- de veiller au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public.

Lorsqu'ils participent à l'exécution du service public, le titulaire veille à ce que ses salariés ou les personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction :

- s'abstiennent notamment de manifester leurs opinions politiques ou religieuses dans le cadre des contacts directs ou indirects avec les usagers ou les tiers, et ne peuvent notamment se livrer à des actes de provocation ou de prosélytisme ;
- traitent de façon égale toutes les personnes sans distinction liée à l'origine, aux croyances religieuses ou philosophiques, ou au genre.
- respectent leur liberté de conscience et leur dignité.

2) Modalités de mise en œuvre des obligations liées au respect des principes de laïcité, de neutralité et de liberté

Le titulaire communique à la commune au plus tard dans le mois suivant la notification du marché, les mesures qu'il met en œuvre afin :

- d'informer les personnes susvisées de leurs obligations ;
- de remédier aux éventuels manquements.

Le titulaire veille également à ce que les personnes auxquelles il confie une partie de l'exécution du service objet du présent contrat et notamment ses sous-traitants actuels ou à venir respectent les obligations susmentionnées.

Il s'assure que les contrats de sous-traitance conclus à ce titre comportent des clauses rappelant ces obligations à la charge de ses cocontractants.

Le titulaire communique à l'acheteur chacun des contrats de sous-traitance ayant pour effet de faire participer le sous-traitant à l'exécution du service public. Ces contrats sont transmis à l'acheteur en même temps que la demande d'acceptation du sous-traitant, sous peine de refus du sous-traitant.

- S'agissant des sous-traitants déjà agréés, le titulaire s'engage à transmettre à la personne publique la preuve de la communication de ces obligations.
- S'agissant des sous-traitants pour lesquels il est fait une demande d'agrément, les contrats de sous-traitance comportant les clauses seront transmis à la personne publique.

3) Modalités de contrôle

Le titulaire informe les usagers du service public des modalités leur permettant de lui signaler rapidement et directement tout manquement aux principes d'égalité, de laïcité et de neutralité qu'ils constatent.

Il informe sans délai l'acheteur des manquements dont il a connaissance, ainsi que des mesures qu'il a prises ou entend mettre en œuvre afin d'y remédier.

L'acheteur informe le titulaire, sans délai, de tout manquement aux principes d'égalité, de neutralité et de laïcité signalé par les usagers ou par toutes autres personnes.

La commune se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le

respect des obligations précitées par le titulaire.

Lorsqu'elles ont méconnu les principes d'égalité, de laïcité ou de neutralité, l'acheteur peut exiger que les personnes affectées à l'exécution du service public soient mises à l'écart de tout contact avec les usagers du service. Le titulaire veille à ce que cette prérogative lui soit reconnue par les clauses des contrats de sous-traitance concernés.

Les mesures préventives et correctives destinées à assurer l'application des principes de laïcité et de neutralité font l'objet d'un suivi par le titulaire en lien avec les services de l'acheteur en charge de l'exécution du contrat.

Ce suivi prend notamment la forme :

- Un rapport annuel remis au plus tard le 31 décembre établi par le titulaire et transmis à l'acheteur (notamment les indicateurs permettant de mesurer le degré de prise en compte des problématiques liées à la laïcité dans l'exécution du service public : actions préventives menées, nombre de manquements signalés, actions correctives à court terme, à long terme, bilan de ces actions, etc.);
- Un compte-rendu du titulaire en cas de manquement aux principes de laïcité et de neutralité.

4) Sanctions applicables en cas de manquement

En cas de méconnaissance au cours de l'exécution du contrat des obligations de respect des principes d'égalité, de neutralité et de laïcité, l'acheteur prononce à l'issue d'une procédure contradictoire :

- Une pénalité forfaitaire d'un montant de 100 euros à l'encontre du titulaire en cas de manquement aux obligations contractuelles (défaut de mise en œuvre des actions préventives, absence de mise en œuvre d'une procédure de signalement des manquements, etc.). Cette pénalité s'applique par manquement constaté ;
- Une pénalité forfaitaire de 100 euros à l'encontre du titulaire par jour d'absence d'action correctrice à la suite d'un manquement aux principes d'égalité, neutralité et de laïcité constaté au cours de l'exécution du contrat. Cette pénalité s'applique par jour à compter du constat de la carence du titulaire à mettre en œuvre les actions correctrices prévues au contrat ;

Ces pénalités peuvent être cumulées le cas échéant.

Lorsque l'acheteur envisage d'appliquer des pénalités, il invite, par écrit, le titulaire à présenter ses observations.

Cette invitation précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les manquements concernés, ainsi que le délai imparti au titulaire pour présenter ses observations.

À défaut de réponse du titulaire dans ce délai, ou si l'acheteur considère que les observations formulées par le titulaire ne permettent pas de démontrer que le manquement n'est pas imputable à celui-ci ou à ses sous-traitants, les pénalités s'appliquent.

En cas d'un manquement d'une particulière gravité, l'acheteur prononce la résiliation du contrat pour faute du titulaire, selon les modalités définies aux articles 38 à 45 du CCAG Fournitures courantes et services.

L'acheteur notifie au préalable une mise en demeure au titulaire afin de l'informer de la sanction envisagée, et lui demande de présenter ses observations dans un délai qui ne saurait être inférieur à 8 jours calendaires à compter de la réception du courrier de mise en demeure.

Si cette mise en demeure s'avère infructueuse, le pouvoir adjudicateur prononce la résiliation pour faute du contrat.

La résiliation est prononcée aux frais et risques du titulaire conformément à l'article 45 du CCAG Fournitures

courantes et services.

Ces sanctions contractuelles sont sans préjudice des sanctions pénales qui seraient prononcées à la suite d'une plainte émanant d'un usager ou d'un tiers et visant la société titulaire ou l'un de ses préposés en lien avec des faits de discrimination tels que définis par les articles 225-1 et suivants du code pénal.

5) Référent laïcité

Le suivi de l'exécution des clauses relatives au respect des principes de laïcité et de neutralité est assuré par le référent « Laïcité » de la collectivité joignable à l'adresse mentionnée à l'article 3 de cette charte.

Les rapports et les documents relatifs à l'application des principes de laïcité et neutralité énumérés ci-dessus lui sont communiqués.

Le titulaire lui adresse toute question relative à l'application de ces principes.

ANNEXE - ÉLÉMENTS DE MISSION DE MAÎTRISE D'ŒUVRE

Diagnostic (DIA)

« Les études de diagnostic permettent de renseigner le maître de l'ouvrage sur l'état du bâtiment et sur la faisabilité de l'opération et ont pour objet :

Dans le cadre de notre projet un diagnostic solidité a déjà été réalisé et sert de cadre à notre consultation. Cependant le maître d'œuvre complètera ces relevés et analyses, par des analyses réglementaires, sismiques, environnementales, urbanistiques, architecturales et techniques, une mise à jour de la synthèse est établie permettant de renseigner le maître d'ouvrage sur :

- les adaptations éventuelles du projet proposées vis-à-vis du diagnostic ;
- l'éventuelle nécessité de confier des études complémentaires ou des travaux d'investigation au titulaire de la mission diagnostic, ou à des spécialistes habilités ;
- les adaptations rendues nécessaires par la réglementation. Ce rapport permet d'appréhender aussi complètement que possible l'ensemble des contraintes à prendre en compte pour la conception et la réalisation du projet.

Cette phase aura donc pour but de produire un état des lieux et une analyse des contraintes et des besoins sous forme d'un rapport rédigé et documenté.

Avant-projet (AVP)

Les études d'Avant-projet sommaire (APS) ont pour objet outre les éléments mentionnés à l'article R. 2431-21 du code de la commande publique :

- De proposer une ou plusieurs solutions d'ensemble traduisant les éléments majeurs du programme ;
- D'indiquer les durées prévisionnelles de réalisation ;
- D'établir une estimation provisoire du coût prévisionnel des travaux des différentes solutions étudiées.

Dans le cadre de ces études d'APS, des réunions de concertation sont organisées avec le maître d'ouvrage pendant lesquelles sont fournies des explications sur les options architecturales, techniques et économiques proposées.

Liste des documents à remettre au maître d'ouvrage :

- Note de présentation de l'avant-projet justifiant le parti retenu ;
- Formalisation graphique de la solution préconisée sous forme de plans, coupes et élévations à l'échelle de 1/200 (0,5 cm/m) avec certains détails significatifs au 1/100 (1 cm/m) ;
- Tableau des surfaces par ensemble fonctionnel ;
- Notice descriptive sommaire (organisation de l'espace en prenant en compte les objectifs fonctionnels du programme, choix techniques et traitements paysagers) ;
- Indication d'un délai global de réalisation de l'opération comprenant un phasage par tranches techniques et fonctionnelles ;
- Estimation provisoire du coût prévisionnel des travaux.

Les études d'Avant-projet détaillé (APD) ont pour objet outre les éléments mentionnés à l'article R. 2431-22 du code de la commande publique :

- d'arrêter en plans, coupes, les dimensions de l'ouvrage ainsi que son aspect ;
- de définir les matériaux ;
- de permettre au maître d'ouvrage d'arrêter définitivement le programme et certains choix d'équipements en fonction des coûts d'investissement, d'exploitation et de maintenance ;
- d'établir l'estimation définitive de la solution retenue du coût prévisionnel des travaux, décomposés en lots séparés ;
- de permettre la fixation du forfait de rémunération dans les conditions prévues par le marché public de maîtrise d'œuvre ;
- d'effectuer les démarches et consultations préalables nécessaires à l'obtention des autorisations d'urbanisme.

Dans le cadre de ces études d'APD, des réunions de concertation sont organisées avec le maître d'ouvrage pendant lesquelles sont fournies, au fur et à mesure, des explications sur les solutions architecturales, techniques et économiques proposées.

Liste indicative des documents à remettre au maître d'ouvrage :

- Formalisation graphique de l'APD proposé sous forme de plans, coupes, élévations et perspective paysagère, du projet et de ses ouvrages ;
- Plans de principes de structure et leur prédimensionnement ; tracés des différents réseaux
- Tableau des surfaces détaillées ;
- Descriptif détaillé des principes constructifs de fondations et de structures ;
- Notice descriptive précisant les matériaux et les plantations ;
- Descriptif détaillé des solutions techniques retenues ;

- Note sur le fonctionnement du projet comprenant les circulations, la sécurité et l'accessibilité ;
- Estimation définitive du coût prévisionnel des travaux, décomposée en lots séparés.

Le règlement des prestations incluses dans l'élément Etude d'avant-projet ne peut intervenir qu'après achèvement total et réception de l'élément par le maître de l'ouvrage.

Toutefois, ces prestations doivent être réglées avant l'achèvement, dans le cas où leur délai d'exécution est important afin que l'intervalle entre deux acomptes successifs n'excède pas trois mois. Dans ce cas, l'état périodique établi par le maître d'œuvre comporte le compte-rendu d'avancement de la mission et indique, en pourcentage, l'état d'exécution de celle-ci. Ce pourcentage, après accord du maître de l'ouvrage, sert de base au calcul du montant de l'acompte correspondant.

Études de projet (PRO)

Les études de projet, fondées sur le programme arrêté et les études d'avant-projet approuvées par le maître d'ouvrage ainsi que sur les prescriptions de celui-ci, découlant du permis de construire et autres autorisations administratives, définissent la conception générale de l'ouvrage.

Outre les éléments mentionnés à l'article R. 2431-12 du code de la commande publique, les études de projet ont pour objet de :

- coordonner les informations et contraintes nécessaires à l'organisation spatiale des ouvrages en fonction de l'éventuel allotissement des marchés publics ;
- décrire les ouvrages et établir les plans de repérage nécessaires à la compréhension du projet.

Le niveau de définition correspond à des plans généralement établis au 1/50 avec tous les détails significatifs de conception architecturale à des échelles variant de 1/20 à 1/2.

Assistance pour la passation des marchés de travaux (AMT)

Outre les éléments mentionnés à l'article R. 2431-13 du code de la commande publique, l'assistance apportée au maître d'ouvrage pour la passation des marchés publics de travaux sur la base des études qu'il a approuvées a pour objet :

- de préparer les pièces de la consultation (élaboration du DCE) des opérateurs économiques chargés des travaux afin qu'ils puissent présenter leurs offres en toute connaissance de cause, sur la base d'un dossier constitué des pièces techniques prévues au contrat, ainsi que des pièces élaborées par la maîtrise d'œuvre, correspondant à l'étape de la conception choisie par le maître d'ouvrage pour cette consultation. Le contenu du dossier de consultation est adapté en fonction de la décision du maître d'ouvrage d'allotir ou non l'opération ;
- De fournir les DPGF ainsi que les métrés estimatifs nécessaires à la consultation des entreprises.
- de procéder, au stade de l'analyse des offres, à la vérification de la conformité des réponses apportées aux documents de la consultation, d'analyser les méthodes ou solutions techniques proposées en s'assurant qu'elles sont assorties de toutes les justifications et avis techniques, en vérifiant qu'elles ne comportent pas d'omissions, d'erreurs ou de contradictions normalement décelables par un homme de l'art et d'établir un rapport d'analyse comparative proposant les offres susceptibles d'être retenues, conformément aux critères d'attribution précisés dans les documents de la consultation. La partie financière de l'analyse comporte une comparaison des offres entre elles et avec le coût prévisionnel des travaux.

VISA

L'examen de la conformité au projet des études d'exécution et de synthèse faites par les opérateurs économiques chargés des travaux ainsi que leur visa par le maître d'œuvre ont pour objet d'assurer au maître d'ouvrage que les documents établis par ces opérateurs respectent les dispositions du projet établi par le maître d'œuvre. Le cas échéant, le maître d'œuvre participe aux travaux de la cellule de synthèse.

Direction de l'exécution du contrat de travaux (DET)

La direction de l'exécution des marchés publics de travaux a pour objet, outre les éléments mentionnés à l'article R. 2431-16 du code de la commande publique :

- de s'assurer que les documents produits par les opérateurs économiques chargés des travaux ne comportent ni erreur, ni omission, ni contradiction normalement décelable par un homme de l'art ;
- de s'assurer que l'exécution des travaux est conforme aux clauses des marchés publics de travaux, y compris, le cas échéant, en ce qui concerne l'application effective d'un schéma directeur de la qualité, s'il en a été établi un ;
- d'informer systématiquement le maître d'ouvrage sur l'état d'avancement et de prévision des travaux et dépenses, avec indication des évolutions notables ;
- de donner un avis au maître d'ouvrage sur les réserves éventuellement formulées par les opérateurs économiques chargés des travaux et sur les décomptes généraux ainsi que d'instruire les mémoires de réclamation de ces opérateurs économiques.

Assistance lors des opérations de réception (AOR)

L'assistance apportée au maître d'ouvrage lors des opérations de réception et pendant la période de garantie de parfait achèvement a pour objet, outre les éléments mentionnés à l'article R. 2431-18 du code de la commande publique, de

constituer le dossier des ouvrages exécutés à partir des plans conformes à l'exécution remis par les opérateurs économiques chargés des travaux, des plans de récolement ainsi que des notices de fonctionnement et des prescriptions de maintenance des fournisseurs d'éléments d'équipements mis en œuvre.

MISSIONS COMPLEMENTAIRES

Ordonnancement, pilotage et coordination de chantier (OPC)

Outre les éléments mentionnés à l'article R. 2431-17 du code de la commande publique, l'ordonnancement et la planification du chantier ont pour objet, de proposer des mesures visant au respect des délais d'exécution des travaux et une répartition appropriée des éventuelles pénalités et la coordination peut conduire, le cas échéant, à présider le collège inter-entreprises d'hygiène et de sécurité.